

Sécurité : des caméras à voir avec un autre œil

La France s'est lancée dans une politique poussant toutes les communes à s'équiper de caméras de surveillance. L'objectif est d'arriver à un total de 45 000 fin 2011, puis à 60 000. Rien qu'à Paris, on dépense 15 millions d'euros par an. Cela fait moderne, propre, efficace ; il n'est qu'à voir ces beaux écrans de vidéo surveillance dans les salles de contrôle.

Oui, mais si nous croyons que tout ceci va améliorer les choses réellement pour ce qui est de la sécurité des personnes, on risque de déchanter. Ce sont des scientifiques qui le disent. Les caméras de surveillance, c'est utile et efficace, pour surveiller un entrepôt ou un parking, pour diminuer le risque de braquage d'une banque, repérer un tricheur dans un casino.

Mais dans la rue, ça ne sert presque à rien : les études sérieuses montrent que cela ne change absolument rien aux violences physiques ou sexuelles les plus graves. Et pour cause : elles ont lieu le plus souvent en famille, en privé. Chose qu'on ne nous dit pas beaucoup.

Si les caméras mises dans les lieux publics servent à quelque chose, c'est seulement pour repérer, pas toujours, et après coup, ceux qui font des dégradations sur la voie publique ; et plus rarement, des personnes qui ont volé, braqué un commerce, trafiqué de la drogue.

Mais pour tous les gestes impulsifs de violence dans la rue, bagarres, rixes entre automobilistes, etc, les caméras n'ont pas d'effet. Pas non plus sur les vols de voiture, ni les cambriolages. On a un bilan en Angleterre, qui s'est lancée dans le tout-caméra en 1996, et où la seule ville de Londres en a placé 60 000. Leur installation diminue de 1 à 2% le nombre des infractions (autres que routières) sur la voie publique.

Or on nous dit et on nous répète que les caméras vont empêcher la délinquance. En fait, les caméras ne peuvent avoir un certain effet que si, en même temps qu'on les installe, on met en place des opérateurs formés pour surveiller les écrans, eux-mêmes en liaison avec des policiers sur le terrain, etc. Mais la plupart des communes font le contraire : pour payer les caméras, le câ-

blage, etc, elles économisent sur les personnels ; et même, on prend sur l'argent qui pouvait servir à des associations, des animateurs.

Seuls des quartiers riches pourront se payer et les caméras et les policiers. Mais là, s'il y a un peu de résultat, on peut penser qu'on va aussi déplacer les problèmes... vers les autres quartiers.

En attendant, toute une industrie de la sécurité s'est montée sur la peur de la violence et continue son business. On nous fait peur avec des chiffres et des infos à scandale, après quoi on vient nous vendre des soi disant solutions, car c'est nous qui payons.

Les responsables qui gèrent cette société prétendent régler un problème sans discuter une seconde d'où il peut venir, de ses causes profondes. C'est qu'on devrait alors discuter de la société elle-même : pourquoi elle va si mal, comment on pourrait la changer. Avec qui le faire, et qui s'attendre à avoir en face de nous si on le fait. Car un certain nombre de gens ont tout intérêt à ce que le système en place dure, même violent, même fabricant de délinquance.

On pourrait, on devrait réfléchir à une société où bien des incivilités pourraient se régler par la réaction collective, de vous et moi pouvant se faire confiance. Et d'abord par la parole. Dans une société où les gens ont des intérêts communs, où il n'y a plus les écarts actuels de plus en plus gigantesques, où les besoins essentiels seraient une garantie également partagée, la confiance, la responsabilité prendraient toute leur place. La source des problèmes de délinquance irait en se tarissant. Et l'on finirait par trouver peu civilisé d'avoir dû nous surveiller au travers de caméras.

En haut lieu, dans leurs médias, on ne discute jamais à ce niveau-là. Alors, faisons connaître ces idées entre nous, d'en bas. Pour l'avenir.

26/6/2011

L'Ouvrier n° 227

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org